

20478 - Moulins-lès-Metz.

Chef-lieu de canton en 1790, Moulins est rattachée à celui de Rozérieulles en l'an III, puis au 1er canton de Metz en 1802. Les annexes sont Bradin, Cainompré, Frescaty, Fristot, Grignan, la Maison-Rouge, Préville, Tournebride et les moulins de Cugnot et de Poncet. La cure a pour annexes Sainte-Ruffine, le Goglot, le hameau de la Vieille-Moselle et le château de Grignan.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1892

Mode de classement : Répertoire numérique détaillé du 11 avril 2022.

20478/1

Administration générale.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

Autorités municipales.

Autorisation d'abonnement au Journal des communes (1829). Lettre du maire Victor Leforestier maintenant l'adjoint François Cuny dans ses fonctions (1831). Rejet des plaintes contre l'adjoint Cuny et le garde champêtre Philippe Dorvaux au sujet de l'adjudication des portions de saussaie (1833). Instruction sur une somme due par l'ancien maire Leforestier à l'ancien adjoint Cuny (1837). Autorisation de réunir le conseil à la demande de cinq conseillers (1846). Décision du conseil de famille nommant François-Ambroise Cuny tuteur des enfants du menuisier décédé Didier-Antoine Bervillé (1851). Protestation de l'ancien conseiller Lejeaille contre une délibération relative à des travaux à exécuter dans la saussaie (1858). Demandes de démissions du maire Guépratte après des difficultés avec le garde champêtre et l'instituteur (1869, 1870).

Affaires générales.

Observations à l'adjoint Cuny sur les frais d'inhumation de l'élève du génie Mongéal, noyé dans la Moselle (1833). Approbations des arrêtés du maire sur les bains de rivière (1846), le stationnement des voitures publiques dans la traverse (1849), les bals publics et la perception d'une taxe (1853).

Instruction publique : allocation de 160 F pour subvenir aux dépenses de chauffage, de livres et de papier pour les indigents et encourager le sous-chef (1833) ; approbation du traitement fixe de l'institutrice et du montant de la rétribution scolaire (1857) ; vote de 50 F pour créer un cours de plain-chant et de musique vocale (1864) ; observations au maire sur le paiement des frais de chauffage par les parents (1866) ; réclamation du maire contre l'ouverture d'un cours d'adulte par l'instituteur Bazin (1870).

Cultes : réclamations de l'aubergiste Jean-François Doucet et du sieur Nicolas contre l'emplacement choisi pour ériger la croix commémorative du jubilé (1826) ; rejet de la réclamation de la commune pour que Sainte-Ruffine contribue au paiement de l'indemnité de logement du desservant (1844, 1847) ; refus du curé d'inhumer l'ex-sergent des Zouaves Jean-Etienne Erhard au motif qu'il n'était pas marié religieusement (1858) ; contestation entre le maire et l'abbé Pierret au sujet d'une porte ouverte entre l'ancien cimetière et le jardin du presbytère (avec croquis, 1858, 1859).

Fabrique : votes de secours (1832) ; maintien d'un crédit de 200 F pour le culte (1834) ; votes de secours (1839, 1840) ; refus du conseil de verser des secours avant la présentation des comptes de 1842 à 1846 (1847) ; vérification des comptes (1847-1850) ; lettre du curé indiquant le remplacement du président du conseil Lerond par le sieur Doucet (1849) ; réclamation du marchand d'ornements Mersch pour obtenir le paiement de ses fournitures (1849, 1850) ; rejet d'une demande de secours de l'abbé Pierret pour financer la restauration du mobilier cultuel (1850) ; refus du conseil de voter une double subvention (1850, 1851) ; vote d'un secours de 300 F pour restaurer le jeu d'orgues (1857).

Comptabilité.

Instruction sur le règlement des dettes contractées pendant l'invasion (1817).

Budget : instructions demandant au maire la transmission du budget (1831) et mettant en demeure le conseil de voter le budget (1847).

Vérification des comptes : arrêté préfectoral sur les comptes du maire Gayon (1818) ; demande d'autorisation de payer les contraventions au droit de timbre de 1847 et 1848 (1852) ; refus d'autoriser le paiement des dépenses irrégulières engagées pour la fête du 2 décembre et observations au maire (1852, 1853).

Recettes : réclamations du commandant de la place de Metz Duteil contre l'arrestation d'un militaire à la barrière de péage (an IX) ; plainte du rentier François Marchal contre le commis aux barrières Boutier (an XI) ; arrêté fixant le tarif de

l'abonnement au bac pour les habitants de Vaux, Jussy et Sainte-Ruffine (1806) ; extrait de l'inscription départementale faisant partie de la rente portée au grand livre de la dette publique en 1819 (s. d.) ; instruction sur le recouvrement d'un rôle portant sur les propriétaires des chevaux qui pâturent dans les biens communaux (1832) ; autorisation d'emprunt de 3000 F pour financer des travaux sur les bâtiments et refus de proroger le délai de remboursement (1840, 1847) ; autorisation d'emprunt de 8000 F pour payer les dettes (1852, 1853) ; rôle des redevances sur les détenteurs de biens communaux (1865) ; état du produit des expéditions d'actes d'état civil (1869).

Dépenses : autorisations de paiements des frais de garde de deux convois de poudre (1830, 1831), des équipements et des armes fournis à la garde nationale (1831), de deux écharpes fournies par le passementier Toussaint, d'un drapeau fourni par le tailleur Gruet et de la caisse du tambour (1831), des meubles de la mairie, d'un poêle en fonte, de l'abonnement au journal Le Temps et des frais d'hébergement des voyageurs indigents (1831), de 598,90 F (avec observations sur le droit de timbre, 1833) ; demandes de mandats de paiements pour l'achat sans autorisation préalable d'une voiture à bras, de brouettes et d'outils (1833), pour fournitures de médicaments par Domer et de pain aux indigents, versement d'un secours à la veuve Robert, abonnement au bac pour le berger et les voitures de pierres, achat d'une cuisinière au sieur Goulin pour le tambour, ouvrages en fer exécutés par Renaudin et réparation d'un pont par le maçon Claude Gagneur (1834) ; délibération votant un crédit de 97 F pour secourir la fabrique, payer les frais d'expédition d'actes d'état civil et les réparations de la mairie exécutées par le charpentier Gourmaux (1834).

Personnel.

Demande de paiement de 30 F à l'interprète Vavasseur pour ses services pendant l'invasion (1815). Autorisation de paiement de 22 F pour les salaires du tambour et de l'afficheur (1828, 1829). Instruction pour le paiement de l'organiste (1850). Rejet de la réclamation du tambour Auguste Jacquemin pour obtenir le paiement de son traitement (1852).

Instituteurs : autorisations de paiements de 50 F à Etienne Colson pour la sonnerie des cloches (1826) et de 112,50 F au sieur Collignon pour son complément de traitement (1832) ; transmission à l'évêque d'une réclamation de l'instituteur Louis Bruand de Sainte-Ruffine pour obtenir le paiement de son salaire de chantré (1835) ; instruction ordonnant le paiement de 245 F pour le traitement de l'institutrice (1843) ; approbation des traitements fixes de 500 F pour l'institutrice et 250 F pour la directrice de la salle d'asile (1852) ; autorisation de rétablir à 750 F le traitement de l'instituteur (1852, 1853).

Desservants : instruction sur la jouissance d'un jardin (1814) ; rejet de la réclamation de l'abbé Tourel relative à son indemnité de logement (1832, 1835) ; correspondance sur le remplacement du curé décédé Nicolas (1840).

Gardes champêtres : arrêté dispensant le propriétaire Lavallée de contribuer au salaire (1811) ; rejet de la réclamation du garde révoqué Maurice pour obtenir le paiement de son traitement (1821) ; démission de Jean-Jacques Léonard remplacé par François Maurice (1823) ; observations sur la suspension de Maurice après des plaintes (1827, 1828) ; démission de Manoeuvre remplacé par Jean-François Dorvaux (1828) ; décès de Louis Barthélemy remplacé par François Dorvaux (1830) ; révocation de Jean-François Dorvaux remplacé par François Maurice (1831) ; autorisation de nommer Christophe Collignon en qualité de garde particulier des propriétés de M. de Thémimes (1832) ; observations sur la perception d'une somme de 20 F par Philippe Dorvaux pour un délit rural commis par le cultivateur Pierre Dillon (1832, 1836) ; nomination de François Mangin comme second garde (1834) ; démission de François Maurice remplacé par Jean-François Dorvaux (1835) ; lettre de transmission d'une plainte de Maurice contre les deux gardes (1836) ; autorisation donnée à Antoine Mangin de porter une arme (1837) ; démission de Mangin remplacé par le sergent fourrier Joseph Burtin (1839, 1840) ; autorisations données à Burtin (1840) et à François Evrard, garde forestier particulier de madame Failly, de porter des armes (1840) ; annulation d'une délibération révoquant Dorvaux (1841) ; démission de Burtin remplacé par l'ancien charron François Gourmaux (1842) ; proposition de nomination de l'ancien militaire Pascal Costaing (1843) ; nomination de Joseph Poulgaire (1844) ; plaintes contre Jean-François Dorvaux remplacé par François Gourmaux et refus d'accorder à Dorvaux le titre de garde supplémentaire (1847, 1848) ; démissions de Jean-Nicolas-Philippe Gourmaux remplacé par Christophe Collignon (1849) et de Collignon remplacé par Simon Blaise (1853).

20478/2 - 20478/3 Biens communaux.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1868

20478/2

Propriété, abonnements, opérations immobilières, lots de portions communales.

An X [23/09/1801 - 23/09/1802] - 1868

Propriété.

Arrêté rejetant la réclamation du serrurier Michel Gery de Gravelotte au sujet de l'acensement d'un terrain communal (an XIV). Autorisation de plaider en justice contre les communes de Scy, Chazelles et Longeville qui contestent la propriété de Moulins sur un saulcy appelé le Petit-Warré (1807) et paiement des honoraires des avoués Woïrhaye et Richard-Jacques (1813). Annulation

de la prise de possession de la saussaie par l'administration des domaines (1814, 1815). Réclamation du maire contre la prise de possession d'une sablière par l'administration des domaines (1829). Réclamation de M. Boucher et Mme Gentil contre l'enlèvement d'un peuplier par la commune (1831, 1832). Délibération votant le remboursement au maire des frais du procès soutenu en 1833 pour des herbes vendues par la commune (1834). Autorisation de paiement des frais du procès résultant de l'arrachage d'une plantation de peupliers située Sous-la-Leyen (1834). Réclamation de M. de Thémènes au sujet de ses droits de propriété dans le saulcy (1840). Approbation d'une transaction avec le capitaine Domat Desloges concernant la propriété de terrains alluvionnaires (1840, 1841). Etats des propriétés foncières, rentes et créances mobilières composant l'actif de la commune (1866, 1867).

Contentieux avec les héritiers Fabert concernant des prés situés dans l'ancien lit de la Moselle : arrêté autorisant le paiement des frais du procès (1810) ; délibération sur la réclamation de la récolte de 1809 par les héritiers (1811) ; arrêté ordonnant l'abornement des propriétés (1812) ; instructions sur la réclamation des héritiers pour obtenir un droit de passage vers leur pré (1814) ; rejets des réclamations de l'ancien maire Michel Giry pour obtenir la réintégration en propriété des prés attribués aux héritiers (1818-1826) ; pourvoi de la commune contre l'arrêt de la Cour de cassation rendu par défaut en 1810 (1830-1838).

Abornements.

Réclamation du conservateur des hypothèques Bouchez au sujet d'une plantation de peupliers en bordure de ses propriétés (1834, 1835). Autorisations d'abornement des terrains communaux (1845) et d'actionner en justice Mme Hector et le sieur Fénot pour des anticipations commises sur les terrains communaux (1849-1851). Réclamation de la commune contre les anticipations commises par le sieur Champigneulle au lieu-dit Aux-Vieilles-Eaux (1852). Paiement des honoraires du géomètre Félix Marquis (1867, 1868).

Opérations immobilières.

Autorisation d'échange d'un terrain communal contre un bâtiment appartenant à Didier-Antoine Berville (1839, 1840).

Aliénations : autorisation de vendre un terrain au sieur Nicolas aîné (1832) ; approbation du projet de vente de l'emplacement du jeu de quille à Mme Failly (1841, 1842) ; autorisation de vendre deux parcelles à la Compagnie du chemin de fer de Paris à Strasbourg (1847) et vente d'un terrain pour servir d'emplacement à une maison de garde ferroviaire située près du passage de Tournebride (1849) ; demande du sieur Raguet pour obtenir la cession d'un terrain provenant d'un chemin supprimé (1852) ; vente du reste de l'ancien chemin du Couaré et de la servitude de passage grevant la cour du moulin Cugnot à Pierre Lignier, propriétaire du château de Grignan, et au rentier Louis Raguet de Metz (1856) ; acte de vente d'un terrain à Pierre François (1856) ; ventes d'un terrain situé Sous-la-Leyen à la veuve Fenot (1858) ; vente d'un terrain à Louis-Albert Cuvelier, propriétaire de la ferme de la Maison-Rouge et paiement des honoraires du voyer cantonal Lejeune (1865, 1866).

Lots de portions communales.

Arrêté ordonnant la mise en jouissance de Joseph Thomy (an X). Autorisation de délibérer sur un nouveau partage (an XIII). Arrêté autorisant la location des lots ou la rédaction d'un rôle pour couvrir les dépenses communales (1809). Arrêté réprimandant Alexis Dossin pour une réclamation non fondée (1809). Rejets des réclamations du militaire en service Philippe Dorvaux pour obtenir la jouissance du lot délaissé par son père (1811) et de Barbe Pierret contre le retrait de son lot (avec liste des aspirants, 1861).

20478/2/1

Plan géométrique de la commune.

Levé par l'ingénieur géomètre en chef André Lalande et l'ingénieur géomètre secondaire Bernard Maguin, en exécution de l'arrêté du gouvernement du 27 vendémiaire an XII.

An XIII [23/09/1804 - 23/09/1805]

20478/3

Exploitation, troupeau commun, vaine pâture, réseaux d'eaux.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1868

Exploitation.

Baux de location de la maison d'école (1820, 1821). Procès-verbal d'adjudication du jeu de quilles (1821). Autorisation d'abattre deux tilleuls sur la place du château Fabert (1851). Observations sur l'adjudication des droits de chasse et de pêche (1858) et sur la présence obligatoire du receveur municipal pendant les adjudications de produits communaux (1861). Extraits du procès-verbal de location pour trois ans d'une maison (1862, 1865).

Peupliers : autorisation d'élaguer les peupliers d'Italie qui bordent les chemins et adjudication des produits (1821) ; autorisations de vendre 25 peupliers déperissants (1833), d'exploiter deux peupliers situés le long du chemin dit du Grand-Tour (1846) et d'abattre 46 peupliers au bord du même chemin après une réclamation du sieur Goulin (1856) ; demande d'autorisation d'exploiter 75 peupliers (1858) ; procès-verbal d'adjudication des peupliers situés sur le chemin du Grand-Tour (1866).

Pâturage des chemins : instruction sur la réclamation de Michel Giry qui se plaint des anticipations commises sur un chemin dont les herbes lui ont été adjugées (an IX) ; procès-verbaux d'adjudications (1821-1832).

Terrains communaux : autorisation de louer les terrains qui restent propriété de la commune après le procès avec les héritiers Fabert (1811) ; bail de location du terrain dit des Fosses pour neuf ans (1847) ; indemnisation du maître de postes Auguste Braun et résiliation de son bail de location de la place publique après la plantation d'un arbre de la liberté (1848, 1849) ; autorisation

de louer des terrains comme lieux de dépôts (1858) ; état des redevables pour le stationnement des voitures omnibus sur la place publique (1865).

Sablères : autorisation de mettre en adjudication deux sablières (an X) ; rejet de la réclamation du maire refusant de payer le sable extrait par Jacques Buisson dans un terrain communal (an X) ; arrêté sur la location des terrains où l'on extrait du sable et des graviers (an XIV) ; approbation de la réclamation du voiturier Jean-François Doucet contre les dépôts de sable faits par l'adjudicataire Joseph Bauzin de Rozérieulles (1806) ; annulation d'une adjudication (1811) ; procès-verbal d'adjudication (1821) ; instruction sur l'enlèvement du sable déposé dans la saussaie (1825).

Saussaie : autorisations de vendre les saules et les herbes pour payer les dettes (an IX) ; arrêté approuvant l'adjudication des herbes (an X) ; autorisations de mettre en adjudication l'ensemble du saulcy et des eaux mortes (an XI), d'exploiter la saussaie (1807), de vendre la coupe (1812), d'exploiter la saussaie et d'établir une redevance sur les portions (1814), d'exploiter la saussaie pour payer les dettes de guerre (1815) et de vendre la coupe (1816) ; procès-verbaux d'adjudications de la coupe ordinaire (1820-1832) ; autorisations d'exploiter par recépage après la débâcle des glaces (1823-1830) ; demande d'autorisation d'exploiter 20000 harts (1831) ; procès-verbal d'adjudication de 6700 harts (1831) ; autorisation de vendre le produit de l'élagage des saules aux vanniers d'Ars-sur-Moselle (1835) ; demande d'autorisation d'exploiter les saules bordant la Moselle (1856) ; mandats de paiements de la plantation de peupliers par les jardiniers Nicolas et Eugène Moutier, Pierre Petre et François Maguin (1867, 1868).

Prés : autorisation de location d'un pré (an XIII) ; procès-verbaux d'adjudications des herbes des prés et de la saussaie (1821-1832).

Droits de pêche dans les noues et les eaux mortes : arrêté autorisant la location des droits dans les noues enclavées dans les terrains communaux (1813) ; procès-verbal d'adjudication pour trois ans (1819, 1822) ; rapports de l'ingénieur ordinaire des ponts et chaussées sur les adjudications (1864, 1867).

Troupeau commun.

Rejet de la réclamation du sieur Drouin pour que ses vaches soient saillies à domicile (an XI). Règlements sur le mode de répartition des dépenses relatives aux bêtes mâles et sur les troupeaux séparés (1851). Plainte de la veuve Fenot, adjudicatrice de la fourniture du taureau, contre l'introduction de vaches étrangères au troupeau (1854). Approbation de la résiliation du bail de Cerf Lévy (1859).

Vaine pâture.

Règlement à l'amiable du litige opposant la commune à celles de Scy-Chazelles et Longeville à propos de l'exercice des droits de paturage dans un terrain alluvionnaire (1835).

Réseaux d'eaux.

Instruction sur le projet de réparation et de couverture de la fontaine et du lavoir (1813). Autorisation de réparer les conduits de la fontaine et d'ériger une croix pour le jubilé (1826). Reconstruction de la fontaine et du lavoir couvert par l'entrepreneur Pierre Chaunez de Metz (1825-1827). Autorisations de paiements de 150 F pour des réparations à la fontaine (1830), de 407 F pour les frais de curage des fossés et du canal du ruisseau, pour le dessèchement des marais de l'ancien lit de la Moselle et pour la plantation de saules (1831) et de 150 F pour le curage du ruisseau de Montvaux le long des saussaies (1833). Réclamation des communes de Scy-Chazelles et Longeville contre l'ouverture d'un ruisseau le long du Petit-Warré et l'établissement d'une sablière près de cette saussaie indivise avec la commune de Moulins (1833, 1834). Reconstruction du bassin du lavoir et de la fontaine par le maçon François Drouin (1834). Réparations par économie des fontaines par le ferblantier Charaux (1848, 1849). Restauration de la toiture du lavoir par le menuisier Charles Poinsignon (1856, 1857). Approbation du projet de restauration du lavoir (1863). Curage du ruisseau de Montvaux et du canal de la fontaine par Pierre Vavasseur (1865-1868). Mandat de paiement de la construction d'un petit lavoir sur le ruisseau de Montvaux par le maçon Jean-Joseph Niclaussé (1868).

20478/4

Bâtiments communaux.

1819 - 1892

Equipement.

Horloge : réclamation de Joseph Jacquot de Metz pour obtenir le paiement des réparations exécutées (1840) ; rejet de la réclamation du même horloger pour obtenir la restitution de deux poids en pierre fournis en 1836 (1836, 1844).

Pompe à incendie : autorisation de souscrire une police d'assurance auprès de la Compagnie du soleil en échange du versement d'une subvention de 100 F pour l'achat de la pompe (1843) ; délégation de l'architecte Derobe pour réceptionner la pompe fournie par le fontainier Angevelle aux communes de Moulins, Scy-Chazelles et Sainte-Ruffine (1844) ; répartition du paiement des travaux d'entretien exécutés par le sieur Angevelle entre les trois communes concernées (1859) ; autorisation de paiement du contingent dû au sieur Gilles pour le remplacement des boyaux (1865, 1866).

Mairie.

Construction d'un clocheton, réparation du vestibule et remise en état de la salle de réunion du conseil par Nicolas François et Jean-Joseph Frochard de Rezonville (1835, 1836) et délivrance d'un mandat de remboursement de 500 F placés au Trésor pour solder la dépense (1837). Approbation du devis d'ameublement de la salle de réunion (1851).

Ecoles.

Instruction sur l'exécution des réparations par économie (concerne aussi un crédit de 200 F pour réparer les chemins, 1821) et autorisation d'emploi de 400 F supplémentaires pour financer les travaux (1821, 1822). Autorisation de payer 283,05 F au sieur Cuny pour la fourniture du mobilier (1832). Projet d'affectation de la maison achetée pour servir de presbytère en 1819 à la tenue des écoles (1832-1834). Construction d'une école et remise en état du logement de l'instituteur par Didier Bervillé (1836-1838). Expertise des ouvrages exécutés par Cuny pour construire une tribune (1838). Approbation du projet de reconstruction et d'ameublement de l'école et de réparation de la mairie (1840), délivrances de mandats de remboursements de sommes placés au Trésor pour payer l'entrepreneur (1841) et réception des travaux d'appropriation (1841). Projet de séparation des deux sexes, d'établissement d'une salle d'asile, d'installation d'une institutrice et de construction de latrines (concerne aussi la formation du budget, 1841-1843). Appropriation du logement de l'instituteur par l'entrepreneur Pierre Grandidier de Châtel-Saint-Germain (1845, 1846). Construction d'un logement pour l'institutrice par Didier Bervillé (1850-1852). Appropriation d'une chambre pour les institutrices par le menuisier Ambroise Cuny (1853, 1854).

Eglise.

Autorisation de réparation par économie (1843) et de prélever 38 F sur le crédit des dépenses imprévues pour renouveler les cordes des cloches (1825). Rejet d'une réclamation du conseil contre les modifications apportées dans la sacristie sur ordre de la fabrique (1844, 1845). Autorisation de restaurer la toiture et instructions sur le retard pris dans l'exécution des travaux (1852). Ajournement des travaux de restauration de l'église jusqu'à la tenue des prochaines élections municipales (1868, 1869).

Presbytère.

Autorisation d'achat d'une maison au sieur Gourmaux (1819, 1820). Lettre de transmission à l'évêque d'une délibération projetant l'achat d'une maison pour le desservant (1838). Autorisation de réunir le conseil au sujet du projet d'achat (1841). Rejet par l'évêque du projet d'achat d'une maison et instructions sur le vote d'une indemnité de logement de 350 F en faveur du desservant (1850). Abandon du projet d'achat d'une maison à Louis Raguet, achat d'une maison à Elisa-Désirée Thibodaux, épouse du capitaine en retraite François Saint-Martin et financement de l'acquisition et de l'appropriation par un emprunt et des secours du gouvernement (1859-1861, avec Moniteur de la Moselle, 10e année, n° 38 du 29 mars 1861).

Cimetière.

Projet de translation (1841, 1842). Autorisation d'établir un nouveau cimetière (1845). Arrêté du préfet interdisant l'ancien cimetière (1849). Autorisation de construire un petit monument surmonté d'une croix en fonte (1850). Lettre de transmission d'une délibération votant un crédit de 25 F pour faire enterrer les ossements en dépôts dans l'ancien cimetière et pour y faire des travaux d'assainissement (1862). Approbation du tarif des concessions (1865, 1866). Paiement de 25 F au voyer cantonal Lejeune pour avoir fait le plan de distribution des concessions (avec 4 plans, 1866-1892). Paiement de 40 F à Jules Watier pour avoir démolit l'ossuaire (1867). Actes de concessions en faveur de Hippolyte Amard, François Lerond et ses co-héritiers, la famille de Thomas-Claude-Mathias Marchand, la veuve de Louis Fenot, Jean-Nicolas Grouls, Gustave et Joséphine Bervillé, Claude-François Nicolas et Jean Lejeuille (1867-1869). Lettre de transmission d'une délibération favorable à la concession à perpétuité de l'emplacement où est inhumé le fils de M. Grouls (1868).

20478/4/1 - 20478/4/4 Cimetière.

Plans.

1866 - 1892

20478/4/1 - 20478/4/2 Plans de la distribution intérieure.

Dressés par l'agent voyer cantonal Lejeune.

1866

20478/4/1

1866

20478/4/2

1866

20478/4/3

Plan de la nouvelle distribution intérieure avec tableau nominatif des concessions cédées.

Dressé par le géomètre du cadastre Maurice.

1881

20478/4/4

Plan du nouveau cimetière de la commune avec tableau indicatif des concessions par cultes.

Dressé par le géomètre de 1ère classe C. J. Maurice.

1892